

Une initiative diocésaine d'exception. L'accueil des migrants à Montpellier

Hélène Chaubin

▶ To cite this version:

Hélène Chaubin. Une initiative diocésaine d'exception. L'accueil des migrants à Montpellier. Michel Hastings; Anne Kerlan; Bénédicte Héraud. Le sens pratique de l'hospitalité. Accueillir les étrangers en France, 1965-1983, CNRS éditions, 2021, 978-2-271-13303-8. halshs-04446644

HAL Id: halshs-04446644 https://shs.hal.science/halshs-04446644v1

Submitted on 8 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une initiative diocésaine d'exception. L'accueil des migrants à Montpellier

Hélène Chaubin

Correspondante de l'IHTP pour le département de l'Hérault.

L'immigration dans le département de l'Hérault, depuis la fin du XIX^e siècle, a évolué par cycles en fonction des guerres ou des crises économiques. En 1965, un troisième cycle est en cours : il a débuté dix ans plus tôt¹. L'attraction de l'Hérault tient d'abord au grand vignoble, puis, dans le courant des années 1960, à l'aménagement du littoral et au développement accéléré de Montpellier. Issus des départements voisins jusqu'à la seconde guerre mondiale, les flux arrivent ensuite de l'Europe du Sud, surtout d'Espagne. Ce sont encore des voisins, mais désormais des étrangers. L'Hérault qui comptait plus de 500 000 habitants en 1926 n'en a plus que 471 429 en 1954 : la stagnation des années 1930 puis une perte de l'ordre de 40 000 personnes due à la guerre ont annulé les gains observés jusqu'en 1891. En 1962, si on dénombre plus de 516 000 habitants, c'est surtout grâce à l'apport de 40 500 étrangers, dont 36 000 originaires d'Espagne, d'Italie et du Portugal. Les Espagnols sont près de 32 000, soit 78,6 % de la population étrangère auxquels s'ajoutent 25 700 naturalisés, les plus nombreux dans le Biterrois. L'hispanisation de l'ouest héraultais est déjà avérée. En 1962, les Maghrébins sont encore peu nombreux : 1285 Algériens, 174 Tunisiens et 158 Marocains. Les accords francomarocains de 1963 donneront à ces derniers des facilités d'accès et des droits égaux à ceux des travailleurs français, concernant les salaires, les congés, le chômage. En 1982, 11 660 Marocains vivent dans l'Hérault, dix ans plus tard ils seront deux fois plus nombreux que les Espagnols². On dénombre par ailleurs 6340 Algériens et 1012 Tunisiens.

Cette évolution démographique se produit en coïncidence avec une révolution éthique et théologique : celle que porte l'Eglise catholique à partir de Vatican II. La vision de Rome sur l'accueil des immigrés se modifie alors de façon radicale. Or, dans le diocèse de Montpellier, ce changement présente l'originalité d'avoir été anticipé par un évêque nommé en 1947, Mgr Jean Duperray. Il a en effet très précocement réalisé un engagement diocésain en faveur des immigrés, inaugurant ainsi ce qui sera la nouvelle politique d'accueil sans exclusive définie par

¹ Banens M., « Transitions démographiques et peuplement dans l'Hérault 1801-1990 », *Thèse de Géographie*, Pau, Université de Pau et des pays de l'Adour, 1995.

² Les étrangers en Languedoc-Roussillon, données statistiques, 1945-1975, CRDP, Montpellier, 1975.

Vatican II. Conçue d'abord pour une immigration d'origine européenne et latine, elle essaiera par la suite de s'adapter à des migrants venus d'Afrique du nord et de religion musulmane.

Les semailles du diocèse de Montpellier

En 1952, le pape Pie XII, dans la constitution Exsul familia invitait les catholiques à bien accueillir les migrants, la plupart des réfugiés victimes de la seconde guerre mondiale, en mémoire de l'exil de la Sainte Famille. En 1962, les migrations sont de nature différente, fondées sur la recherche du travail. Pendant le Concile de Vatican II, en avril 1963, l'encyclique Pacem in terris de Jean XXIII inscrit l'émigration au rang des droits de l'Homme : tous les hommes, de toutes confessions, peuvent légitimement « se rendre à l'étranger et s'y fixer », car la terre est le bien commun de la grande famille humaine. L'accueillant doit respecter les convictions religieuses, les cultures d'origine, les besoins matériels fondamentaux. En 1965, la constitution pastorale de Paul VI, Gaudium et Spes, promulguée le dernier jour du concile, confirme la nouvelle doctrine de l'Eglise romaine : « À l'égard des travailleurs en provenance d'autres pays [...] on se gardera soigneusement de toute espèce de discrimination en matière de rémunération ou conditions de travail. » Les étrangers ne sont pas des instruments de production, mais des êtres humains. Il ne s'agit pas de leur imposer l'intégration : le concile repousse deux amendements proposés par douze évêques qui souhaitaient que les étrangers aient à collaborer à leur insertion³. Par tradition, l'aide aux migrants, très limitée, revient surtout aux organisations charitables du pays d'accueil. La déclaration Nostra aetate promulguée par Paul VI pose d'ailleurs la question du dialogue islamo-chrétien avec la recherche des convergences. L'ensemble de ces textes pontificaux constitue désormais le corpus d'un renouveau éthique et théologique de l'Église.

C'est dans ce contexte d'une théologie à l'épreuve des bouleversements sociologiques que les acteurs montpelliérains joueront leur propre et originale partition. Nommé coadjuteur en 1947, Jean Duperray⁴, recommandé au nonce apostolique par Georges Bidault qui savait son exceptionnel engagement dans la Résistance, est en 1949 le successeur de Mgr Brunhes, maréchaliste et conservateur. Dès son arrivée dans l'Hérault, frappé par les conditions d'accueil réservées aux immigrés, il met en place un nouveau dispositif d'accueil. En 1948, avec l'aide d'un curé issu de l'immigration espagnole, Blaise Gimenez, il fonde une Aumônerie des

³ Costes A., « L'Eglise catholique dans le débat sur l'immigration », Revue européenne des migrations internationales, n° 1, 1998, p. 29-48.

⁴ Dauzet D.-M. et Lemoigne F. (dir.), *Dictionnaire des évêques de France au XX^e siècle*, Paris, Cerf, 2010.

Espagnols. Le curé Blaise Gimenez, né en 1916 en Castille, a déjà une longue expérience personnelle des difficultés liées aux migrations. Il avait sept ans quand son père, arrivé en France avec ses six enfants, trouva du travail près de Bédarieux dans un four à chaux. Blaise échappa au sort paternel grâce à l'école presbytérale de Saint Guilhem-le-Désert et au petit séminaire de Montpellier. Ordonné prêtre en 1940, il se consacrera à l'aumônerie jusqu'à sa mort en 1983, avec le soutien fidèle du diocèse, en la personne de Mgr Cyprien Tourel, successeur de Jean Duperray. Dès 1948, les étrangers sont accueillis par le service social de l'aumônerie et aidés dans leurs démarches administratives. Trois autres prêtres seront recrutés dans les deux décennies qui suivent la création de l'aumônerie ; un prêtre espagnol, l'abbé Manuel Zaldua, accompagné de trois religieuses missionnaires, et deux Jocistes d'origine espagnole. Le premier, Paco Huydrobo est arrivé en France en 1939 à l'âge de 7 ans, dans une famille communiste. Il deviendra mineur au Bousquet d'Orb durant six ans, avant de se faire ordonner prêtre en juin 1957 à Camplong. Le second, Antoine Novalès, apprenti aux usines Fouga de Béziers, a fait partie des ouvriers résistants. Arrêté à 16 ans en avril 1944 par la Gestapo, puis déporté. Sa conversion est l'œuvre de la Mission ouvrière Saint Pierre et Saint Paul, une mission apostolique fondée en 1955 dans le midi de la France. Novalès sera ordonné prêtre à Béziers le 25 mai 1958⁵. L'aumônerie reçoit également le soutien de laïcs français et espagnols, par exemple l'association de l'Aide Française aux Immigrés de l'Hérault (AFIH), créée le 30 juin 1952⁶, dirigée par le docteur Granier et largement inspirée de la pastorale de l'abbé Gimenez. L'aumônerie sera une réussite. En avril 1968, les Espagnols de Montpellier écrivent à Mgr Tourel leur désir de voir créer dans leur ville un foyer analogue à celui de Béziers. « Il aura fallu attendre près de 60 ans avant que l'Eglise d'Espagne fournisse une assistance religieuse à ses fils⁷ ». L'abbé Gimenez y voyait d'ailleurs une cause de la déchristianisation dans ce milieu.

Les efforts de l'aumônerie ont donc anticipé les directives romaines des années 1960 sur deux missions essentielles : pourvoir aux besoins matériels, respecter les cultures d'origine. Mais il aura fallu convaincre les curés et leurs fidèles de participer à l'accueil des migrants, longtemps considérés comme des « rouges ». En Languedoc, les Espagnols, souvent déchristianisés, sont en effet plus proches de la subculture communiste que du catholicisme. Mais l'aumônerie, sans

⁵ Cholvy G., « Queridos vendimiadores! Accueil des vendangeurs espagnols dans l'Hérault, 1958-1983 », La vigne et la civilisation du vin en pays languedocien et catalan, actes du LVII^e Congrès de la Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon, Béziers, 19-20 mai 1984, 1984, p. 213-220.

⁶ Granier G., « Mémoire d'un réseau chrétien de solidarité avec les immigrés espagnols », *Hommes et Migrations*, n° 1184, 1995, p. 44-46.

⁷ Archives Diocésaines (A. Dioc.), 5F3, décembre 1966.

poser de conditions préalables, s'attachera à leur apporter une indispensable aide matérielle. À l'arrivée des trains de vendangeurs, la plupart des Espagnols sont presque tous sans contrat, sans logis. Ils dorment dans la gare :

Sur les quais de la gare, dans toutes les salles, au-dehors sur le trottoir, de 10 heures du soir jusqu'à 5 heures du matin, des hommes, des femmes, des enfants, entassés les uns sur les autres, essaient de dormir à même le ciment. Et à chaque arrivée du train une nouvelle vague encombrée de sacs, de paniers, de valises et d'enfants, vient grossir le lot primitif. Désormais notre conscience, elle non plus, ne dort pas tranquille⁸.

À partir de 1957, l'aumônerie assure l'accueil à la gare de Béziers pour 15 à 19 000 vendangeurs chaque année. Puis elle le fait à Sète et à Montpellier. Mgr Tourel évoque 1961 le chiffre de 30 000 vendangeurs espagnols venus pour trois semaines. Aménager un local pour l'accueil est la première exigence. L'aumônerie diocésaine installée à Béziers aux 14 et 16 rue de la Rotonde deviendra le foyer des migrants espagnols, un havre pour les plus démunis.

À partir de 1954, les Espagnols disposent d'un bulletin de liaison, *Nuestro Hogar*. Ce journal informe les travailleurs de leurs droits sociaux et professionnels. Le concubinage est fréquent chez ces immigrés, faute de justificatifs pour le mariage. Les obtenir, les traduire, s'avère difficile et coûteux. Les faux circulent. L'abbé Gimenez envoie alors les intéressés à la mairie de Port-Bou, avec l'aide financière de la Conférence de St Vincent de Paul⁹. Ce problème cesse avec l'arrivée à Béziers d'un nouveau vice-consul en 1956. L'AFIH et l'aumônerie obtiennent en 1960, au terme de deux ans de démarches, qu'un contrat de travail soit obligatoire pour les saisonniers. Dès lors, pour la plupart des saisonniers, le voyage est remboursé, le travail et la rémunération sont assurés. De nombreux litiges montreront toutefois les difficultés d'application de ces mesures. L'action culturelle constitue un autre volet des pratiques d'accueil avec notamment des cours d'alphabétisation et l'ouverture d'une bibliothèque. Une salle de spectacle est aménagée à Béziers au 16 rue de la Rotonde. Pablo Casals acceptera le patronage du groupe artistique qui en dispose. Dans les villages, on organise des fêtes. Quand arrivent les vendangeurs, la salle de spectacle redevient un dortoir pouvant abriter 300 personnes.

⁻

⁸ L'abbé Gimenez in Cholvy G., op. cit., p. 218.

⁹ A. Dioc., 5F3, Gimenez B., Notes manuscrites « Sur les moyens propres à faciliter les mariages des immigrés espagnols, s/d.

Au-delà du travail d'accueil, la mission pastorale entend réconcilier les Espagnols avec l'Eglise. En 1962, il n'y avait eu que 10 % de vendangeurs espagnols présents aux 64 messes des vendanges héraultaises. L'Evêché lance le 23 novembre 1962 une grande enquête qui coïncide avec le recensement de l'INSEE et l'ouverture du Concile. Lors de la messe dominicale, tous les fidèles sont questionnés sur leurs pratiques religieuses¹⁰. Plus de 111 000 questionnaires sont remplis. Ces questionnaires et les rapports des prêtres permettent le recensement des « messés » selon les lieux, les âges, les sexes, les catégories socioprofessionnelles. Ils distinguent également Français et étrangers. Chez la population autochtone, le taux des « messés » est compris entre 16 et 35 % selon les municipalités. En revanche, la pratique dominicale ne concerne que 5% des étrangers, majoritairement espagnols, dans l'ouest héraultais, atteignant les 20 % dans les hauts cantons de la zone sub-cévenole. Le dimorphisme sexuel est observable partout. Ainsi, dans la catégorie la plus représentative, celle des salariés agricoles étrangers qui est la plus éloignée de l'église, le pourcentage des « messés » varie de 1,1 % pour les hommes à 13,6 % pour les femmes. S'agissant des autochtones de même catégorie professionnelle, les pourcentages sont respectivement 8,2 % et 27,1 %. Chez les étrangers catholiques qui sont encore majoritaires, la pratique religieuse se limite au mieux aux mariages et enterrements. 2 % d'entre eux ont complètement rompu avec l'Eglise. Cette population déracinée qui a du mal à maitriser la langue française, ne reconnait plus « sa » religion : les offices en français, une liturgie plus sobre qu'en Espagne, l'absence de leçons de catéchisme à l'école, sont sources de déstabilisation et de repli¹¹. Une communauté catholique allogène se crée alors autour de la langue, des liturgies, des traditions votives, devenus les marqueurs de différenciation par rapport à la communauté d'accueil. À partir des années 1960 et 1970, les commissions épiscopales et les conseils pastoraux s'efforcent de prendre en compte ces différences culturelles. L'aumônerie recommandera de son côté l'instauration d'offices bilingues.

Accueil et culture villageoise

A Capestang, village de l'ouest héraultais dont plus du tiers des 2 900 habitants étaient en 1962 de nationalité ou d'ascendance espagnole, les migrants sont arrivés en trois vagues à partir de la fin du XIXème siècle, attirés par la monoculture de la vigne. Dans les années 1960 et 1970,

¹⁰ Archives Départementales de l'Hérault (AD34), 59J, Fonds de l'enquête diocésaine de Montpellier sur la pratique religieuse (1962).

A. Dioc., 5F3, Rapport sur la visite ad limina, 1972.

ils viennent principalement de Valence ou de Murcie, et ne sont pas tous des saisonniers. Leur rêve est d'accéder au foncier. Les Espagnols épargnent, achètent un lopin de terre, y bâtissent leur maison, et grâce à la coopérative, échappent ainsi à l'emprise des propriétaires. Une évolution sociale critiquée et jalousée, comme le rappelle ce témoignage : « Ils achetaient, ils achetaient, parce que quand même, ils sont fiers, c'est pas du tout comme les Français, ils sont différents de nous sur le plan des achats, il faut qu'ils paradent. C'était un entraînement les uns les autres. Ils sont venus en conquérants, il leur semblait qu'ils allaient tout occuper, tout prendre » ¹². La plupart des Espagnols sont par ailleurs athées voire anticléricaux. On les accuse de contribuer à la déchristianisation des autochtones. A Capestang, seuls les propriétaires des grands domaines, les « campagnes », se réclament du catholicisme et le pratiquent effectivement. Employeurs de centaines d'ouvriers agricoles, ils apprécient les signes d'« une catholicité fervente » alors que leurs employés ne vont pas à la messe, et travaillent y compris le dimanche.

L'action de Blas Gimenez est respectée, jusque dans les rangs des militants communistes. À partir de 1973, afin de renforcer les liens entre migrants et autochtones, l'abbé Gimenez convie les populations chaque année en mai ou en juin à une fête au camping de Baldy près d'Agde : c'est le « Día de la amistad de los Españoles y Portugueses, y demás emigrantes del Herault » (ces derniers à partir de 1976). L'évêque Louis Boffet, coadjuteur en 1975 puis évêque en 1976, assiste à cette fête œcuménique qui s'inscrit dans le tournant spirituel des années 1970. L'encyclique de Paul VI Nostra aetate promulguée en 1965 proclame que sur la terre tous les peuples forment une seule communauté. L'Église catholique prône « la compréhension mutuelle » par le dialogue avec les musulmans. Mais ni les fêtes de Baldy ni le pèlerinage annuel à Lourdes conduit par Mgr Tourel puis par Mgr Boffet ne les concerne. Si l'aumônerie accueille les migrants de toute confession, si les efforts du diocèse plaident pour l'ouverture, les étrangers catholiques éprouvent toujours des difficultés à intégrer l'Église locale. La plupart apprécient les fêtes religieuses qui, ponctuellement, restituent l'atmosphère de la culture espagnole. Le dispositif d'accueil mis en place par le diocèse est ainsi contraint d'abandonner une partie de sa dimension strictement liturgique au profit d'une dimension plus anthropologique. L'exemple de la petite commune de l'est héraultais, Mauguio, située à la périphérie sud de Montpellier, est de ce point de vue significatif¹³. Ce bourg d'environ 4000 habitants au début des années 1960, puis 10 000 vingt ans plus tard, compte l'une des

_

¹² Gentil-Laurans M., « L'hispanité au quotidien », *Hommes et Migrations*, n° 1184, 1995, p. 28.

¹³ Bousquet F., *Le processus de création d'une fête espagnole en Petite Camargue*, Mémoire de master 2 en sociologie et anthropologie, Paris-Diderot, 2011.

communautés espagnoles les plus importantes de la région. Les immigrants sont venus surtout de Lorca et de Murcia, dès le début du XXème siècle, puis, en nombre, après la première guerre mondiale. Ce sont des ouvriers agricoles, bienvenus dans les domaines viticoles, rizicoles, et les manades. Contrairement à Lorca où la sécheresse est un fléau chronique, l'eau abonde à Mauguio. Dans les années 1960, maraîchage et riziculture attirent un nouveau flux d'Espagnols, de moins en moins dépaysés :

Mes parents sont arrivés dans les années 1960, avec les grands parents. Ils venaient de Lorca Les grands parents venaient pour fuir la dictature. La région de Lorca était vraiment la région oubliée d'Espagne, ici c'était l'eldorado. Là-bas, les maisons avaient le sol en terre battue à l'intérieur, il n'y avait pas l'eau courante. Ils ont rejeté l'Espagne. La première chose que ma mère a entendue était "Espagnole de merde". Mes parents parlent français sans accent espagnol. Ils disaient : « devenez plus français que les Français. (Témoignage recueilli par F. Bousquet).

À Mauguio comme à Lorca, on célèbre la fête mariale le 15 août. Après la mort de Franco en 1975, la religion se libère de l'empreinte franquiste, les Espagnols immigrés participent sans trop de réticences à la fête votive, mais en en transformant les pratique. Dans les deux bourgs, des fêtes taurines accompagnent les célébrations religieuses. À Mauguio, à l'origine, on mettait en cercle des charrettes et on y lâchait un taureau paré de cocardes, de rubans, dont les jeunes « raseteurs » devaient s'emparer. Dans les années 1960, les Espagnols proposent de lâcher 4 à 6 taureaux à la fois dans une rue du village. Ainsi est adopté l'encierro espagnol. Quant à l'hommage à la Vierge, il se déroule en deux temps : jusque dans les années 1950, sa statue est sortie en procession. On fait le tour du village par la circulade avant de revenir à l'église. Les Espagnols introduisent à la fin de l'office le coro rociero, un chant magnifique sur le modèle andalou. Rocio signifie rosée : c'était une référence à cette eau dont les paysans avaient tant besoin. Quelques années plus tard, une fête sera organisée afin de célébrer la bonne entente de tous les Melgoriens autour de ce culte de la Vierge, la Romeria del encuentro. Une petite statue de la Madone, la Virgen de las Huertas, ramenée de Lorca, est alors portée en procession jusqu'à la route des étangs, sans prêtres, par des participants souvent vêtus de costumes andalous. La Romeria témoigne du travail d'appropriation et de circulation des pratiques culturelles au sein d'une communauté villageoise. Populations étrangères et autochtones en viennent à partager des rituels festifs et religieux, importés ou indigènes. Accueillir prend donc ici la forme et les modalités d'un syncrétisme culturel, certes inauguré par quelques acteurs sociaux, mais

rapidement adopté et réécrit par les populations. Au grand dam parfois d'un certain clergé catholique constatant amèrement que « la religion éclairée est souvent absente » ¹⁴. Il reste que par le maintien ou l'expansion des fêtes religieuses, les Espagnols, accusés de contribuer à la déchristianisation des populations locales, ont aidé au maintien d'une sociabilité religieuse, moins ancrée dans les rites liturgiques, mais culturellement plus inclusive.

Les temps de crise

À Pézenas le 26 septembre 1973, des religieux et des laïcs, se réunissent afin d'évaluer les effets de la pastorale des migrants. Un prêtre constate le peu d'assiduité aux offices : « Nous les accueillons dans nos églises. Ils n'ont qu'à y venir [...] Pourquoi dire la messe à des gens qui en Espagne n'y vont pas ? ». Des prêtres vendangeurs répondent :

Nous sommes contre des formes paternalistes et folkloriques dans lesquelles nous classons l'accueil tel qu'il est fait et les messes en série des vendanges [...] nous sommes pour la libération jusqu'à la disparition de l'émigration qui est une injustice |...] on ne peut être vraiment présents aux vendangeurs qu'au ras du sol, en vendangeant, en vivant, en souffrant avec eux 15.

En 1965, Paul VI avait levé l'interdit qui pesait sur les prêtres ouvriers depuis 1954. Il y a donc eu des prêtres vendangeurs puis des prêtres ouvriers d'industrie¹⁶. Mgr Orchampt, évêque auxiliaire de Montpellier, a tranché en ces termes : « La tâche de l'Église en France, c'est de leur proposer l'Eucharistie, le reste ne nous regarde pas ». Chargé à Montpellier de la pastorale des jeunes et de l'œcuménisme, Mgr Orchampt constaterait encore dès l'année suivante à Angers la gravité de la crise qui menaçait alors l'unité du clergé¹⁷.

Malgré certains succès, la gestion de l'aumônerie s'avère de plus en plus difficile et l'opinion locale demeure très partagée. Le rapport pour l'année 1974 de l'Association laïque d'aide aux migrants décrit une sociologie complexe et hétérogène, avec de nouveaux arrivants mais aussi des SDF, des malades, des détenus à leur sortie de prison. Le dispositif d'accueil des étrangers mis en place par le diocèse, était conçu en fonction des composantes traditionnelles de

¹⁴ Cholvy G., *Les migrants et la religion dans la France contemporaine*, Aix-la-Chapelle, Éditions européennes, 2016, p. 123.

¹⁵ A. Dioc., 5F3, Aumônerie diocésaine des migrants, 1973.

¹⁶ Le Moigne F. et Sorrel C. (dir.), Les évêques français, de la Séparation au pontificat de Jean-Paul II, Paris, Cerf. 2013.

¹⁷ Pelletier D., La crise catholique. Religion, société politique en France, (1965-1978), Paris, Payot, 2002.

l'immigration sud-européenne, et fondé sur les présupposés d'une proximité culturelle et religieuse. L'expansion urbaine (Montpellier passe de 118 864 habitants en 1962 à 197 231 en 1982) et l'aménagement du littoral languedocien (la mission Racine est créée en 1963), réclameront l'importation d'une abondante main-d'œuvre aux origines nouvelles. Ce sera l'objet des accords-franco-marocains de 1963 ; des Marocains qui bientôt formeront la communauté étrangère la plus importante de la région. « Le couloir sud-atlasique marocain du Dadss et du Todrha [...] et la vallée du Ziz [...] sont dans la zone d'attraction prioritaire de Montpellier, Béziers compte surtout sur l'oriental marocain (Oujda) et le couloir de Taza » or, « [...] il y a chez les Marocains, plus dépaysés que les Espagnols, un désir de retrouver un entre soi »¹⁸. Si les étrangers venus du Maghreb bénéficient des mêmes services sociaux et culturels que les autres immigrés, ils demeurent cantonnés dans des tâches d'une grande pénibilité, et subissent surtout un rejet plus marqué de la part des populations locales. « Ahmed met une annonce dans *Midi-Libre* pour avoir un logement ; six réponses plus favorables les unes que les autres. Il part joyeux et se présente ; les six se récusent. « Pour vous, il n'y a rien ». « C'est loué depuis ce matin ». « C'est 700 francs par mois ». Dès qu'on me voit, c'est fini, dit-il » 19. A Montpellier, un groupe œcuménique de catholiques et de protestants étudie les difficultés de l'immigration maghrébine dans la ville et une association de soutien aux travailleurs migrants affiliée à la Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (FASTI) recherche les points de convergence entre musulmans et chrétiens, non sans maladresse : « Nous leur enseignerons le Dieu-Amour qui est absent du Coran »!

À Béziers, l'aumônerie espagnole fait siens les principes de Vatican II : « Les migrations doivent contribuer à réaliser le plan de Dieu sur l'unité de la famille humaine »²⁰. On accueille les migrants sans distinction d'origine ou de religion. Quand arrivent les vendangeurs de 1974, le foyer-hôtel de l'aumônerie héberge des étrangers de 22 origines nationales différentes. La proportion des Espagnols descend sous les 10 %. La mission d'aide sociale se poursuit aux dépens de la mission apostolique. Selon l'abbé Gimenez, la quête spirituelle ne serait pas le premier souci des étrangers venus du Maghreb, confrontés à de lourds problèmes matériels : « En ce qui concerne les Musulmans, la masse est ignare et sans appétit religieux ; une minorité cependant observe le Ramadan ». La population catholique est divisée, tant sur les choix de l'aumônerie que sur ceux du Vatican. Les déchirures de la guerre d'Algérie déterminent encore chez beaucoup rancune et rejet vis-à-vis des Algériens, et par extension de tous les Maghrébins.

¹⁸ Dukic S., *L'immigration en Languedoc-Roussillon du XX^e siècle à nos jours*, Canet, Éditions Trabucaire, 2014.
¹⁹ A. Dioc., 5F3, Revue *Le Tiers-Monde chez nous*, 1972.

²⁰ Pastoralis migratorum cura, septembre 1969.

Dans son rapport de novembre 1972, l'aumônerie diocésaine évoque « une campagne de xénophobie étalée sur neuf articles d'un journal régional »²¹. Par ailleurs, surtout dans les zones industrielles, les problèmes des immigrés commencent à se politiser²². En septembre 1972, la circulaire Marcellin-Fontanet attise les conflits. Désormais, les cartes de séjour sont attribuées sous conditions : posséder un contrat de travail d'un an au moins et bénéficier de l'attribution d'un logement « décent ». Les expulsions qui commencent dès octobre 1972 provoquent un mouvement national de protestation. Des grèves de la faim ont lieu dans les églises. A Montpellier, l'initiative est lancée par des étudiants tunisiens²³. Un petit groupe de six Tunisiens et quatre Marocains, tous ouvriers du bâtiment, font la grève de la faim pendant treize jours dans la cathédrale Saint-Pierre. Le Midi-Libre du 29 mars relate l'événement et son édition du 30 décrit une « échauffourée entre immigrés africains, jeunes gauchistes et rapatriés ». Les rapatriés diffusent un tract : « Halte aux envahisseurs ». L'Action catholique ouvrière de Montpellier apporte son appui aux immigrés. Parallèlement au mouvement, des lettres de fidèles sont adressées à l'évêché déplorant « la mansuétude des autorités ecclésiastiques ». Le journal du Secours catholique, Messages, titre en janvier 1973, « Immigration sauvage ou immigration contrôlée », un éditorial signé par Georges Rocheau, directeur des Migrations du Secours catholique, qui soutient la rigueur des circulaires gouvernementales. Des saisonniers qui parfois ont acheté au Maroc pour 800 ou 1000 Francs un contrat de quelques mois ne veulent rentrer qu'après avoir constitué un pécule suffisant. La circulaire Marcellin-Fontanet interdisant la prolongation du séjour, un climat de tension s'installe. Le parti communiste, la CGT, la CFDT, la FEN (Fédération de l'Éducation Nationale) manifestent en faveur des travailleurs étrangers. Le 5 janvier 1975, huit immigrés entament une grève de la faim au centre culturel des Dominicains de Montpellier. Seule, la presse communiste s'en fait l'écho²⁴. Trois jours plus tard, le Temple protestant de la rue Maguelonne est investi par environ 300 personnes dont 150 étrangers, grévistes de la faim, et 150 autres, prêtres, pasteurs, religieuses, ou laïcs, dont des étudiants et universitaires au nom de la défense du droit d'asile. Le 11 janvier, à 6 heures, ils seront tous expulsés par les CRS. Le Conseil régional Cévennes-Languedoc-Roussillon de l'Église réformée alerte son Conseil national qui publie un communiqué de protestation contre l'intervention dans le Temple. Le pasteur Michel Freychet, le 12 janvier, fait une prédication

_

²¹ Le Midi Libre, 5 au 12 novembre 1972.

²² Zancarini-Fournel M., « La question immigrée après 68 », *Plein Droit*, n° 2, 2002, p. 3-7. Pour un aperçu national, voir Viet V., *La France immigrée : construction d'une politique, 1914-1997*, Paris, Fayard, 2014.

²³ Pitti L., « Grèves ouvrières vs luttes de l'immigration : une controverse entre historiens », *Ethnologie française*, n° 3, 2001, p. 465-476.

²⁴ La Marseillaise du Languedoc, 7 janvier 1975.

en ces termes : « Nous avons souvent peur de l'autre parce qu'il est différent, n'a pas la même couleur, le même langage. C'est cette peur qui suscite dans une société l'aversion, le racisme, la tyrannie... »²⁵. Les autorités catholiques ne peuvent garder le silence. Une fidèle catholique présente dans le Temple écrit à Mgr Tourel le 13 janvier : « pourquoi n'était-il pas intervenu ? C'est seulement le 19 janvier que l'évêque appelle à une semaine de prière universelle pour l'unité des chrétiens et déclare faire sienne la prédication du pasteur Freychet. Entre temps, le 14, le Conseil d'État a partiellement abrogé la circulaire Marcellin-Fontanet.

Certains universitaires accordent leur soutien, et les migrants commencent à avoir accès à la faculté. L'Académie de Montpellier leur délivre en 1970-1971 45 bourses d'études²⁶. En 1973, Montpellier se place en tête, devant l'Île-de-France, avec 17,7 % des bourses pour les étrangers. Les plus nombreuses allaient encore aux Espagnols (près de 2000) et stagnaient à 270 pour les Tunisiens, 240 pour les Marocains²⁷. On compte parmi les universitaires le grand mathématicien Alexandre Grothendiek, fils d'anarchistes juifs réfugiés en France en 1936²⁸. Le 10 mai 1978, il écrit à Alice Saunié-Seité ministre des Universités, et se dit prêt à cesser toutes directions d'études pour protester contre une ordonnance faisant un délit de l'aide à tout étranger en séjour irrégulier. En mars 1980, un tract adressé à l'évêque circule à Montpellier : « Mon cher Monseigneur, il est très facile de faire des sermons *ex cathedra*, mais vous devriez héberger chez vous les immigrés ou vivre en HLM entouré de ces adorables personnes que vous aimez tant ». Vols, viols, drogue sont régulièrement imputés aux immigrés²⁹.

Malgré la protection de l'évêché, la dernière décennie du vicariat diocésain de Blaise Gimenez s'avèrera donc particulièrement tourmentée. En avril 1975, à la veille du voyage de Valéry Giscard d'Estaing en Algérie, la porte du Foyer-Hôtel de l'aumônerie est détruite par un plasticage. Blaise Gimenez, malade, est désormais en butte à l'hostilité d'un prêtre espagnol chargé du foyer de Sète depuis 1969, et qui ambitionne de lui succéder au vicariat diocésain. Ce prêtre, Michel Cistero, critique le travail de Gimenez qui fait des immigrés, selon lui, de perpétuels assistés. Blaise Gimenez lors d'une réunion régionale accusera en retour Cistero de pratiquer « la lutte des classes qui est anti-évangélique », avant de conclure : « Je vous ignore. Vous ne faites pas d'aumônerie. Vous faites une église parallèle. Votre chef est à Paris » ³⁰.

²⁵ A. Dioc., 5F3.

²⁶ Wisniewski J., « Les immigrés du monde technique, universitaire et scolaire en France », *Hommes et Migrations*, n° 815, 1971, p. 156.

²⁷ Accueillir, bulletin mensuel du S.S.A.E., octobre 1973, n° 11, p. 1-4.

²⁸ Chaubin H., « Alexandre Grothendiek », *Maitron*, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et social*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1964.

²⁹ A. Dioc., 5F3, Dossier Migrants, 1982.

³⁰ A. Dioc., 5F3, Réunion des prêtres et religieuses à Montpellier sur la question des migrants, 26 janvier 1982.

Cistero choisit alors de rentrer en Espagne. Les foyers de Béziers et de Sète continuent à accueillir les migrants. Le successeur de Cistero, Pilar Casas, y demeurera 13 ans puis laissera la responsabilité du foyer à Omar Chouaikhi. Gimenez, se rend en Espagne en juillet 1982 dans le diocèse de Ciudad Real qu'il avait quitté à l'âge de sept ans pour y trouver son successeur. Mgr Boffet écrit à l'évêque de Ciudad Real en janvier 1983. Lui aussi souhaite la venue d'un prêtre, mais son projet n'est plus celui de Blaise Gimenez, puisqu'il désire l'installer à Montpellier dans un quartier de migrants après une formation à Paris. Une réponse favorable lui parvient le 7 juin. Le choix s'est porté sur un prêtre de 34 ans, Luis Iňiguez, venu naguère dans l'Hérault pour des vendanges. Blaise Gimenez meurt en août. Lors de ses obsèques à la cathédrale St Nazaire de Béziers, un musulman lui rend hommage au nom de sa communauté à laquelle l'aumônerie diocésaine a constamment donné assistance et soutien social³¹. Les locaux où il vivait rue de la Rotonde sont alors dévolus à une petite communauté de trois religieuses « missionnaires de l'Église ». Puis l'association protestante de la Cimade y installe son siège biterrois.

C'est ainsi que s'achève ce moment d'accueil fortement articulé autour de la personnalité de l'abbé Gimenez. Le bilan est amer malgré la débauche d'énergie. Le racisme ordinaire s'est renforcé et en quelque sorte ressourcé à l'arrivée des immigrés maghrébins. Les dispositifs d'accueil qui avaient été mis en place par l'aumônerie de Béziers pour les populations espagnoles, et portés par des entrepreneurs d'origine espagnole avaient réussi à faire entrer l'accueil dans le cadre d'une démarche culturelle et identitaire. La conjonction d'une migration d'origine maghrébine et musulmane, des phénomènes locaux de politisation des enjeux migratoires, et des politiques restrictives des nouvelles normes en matière d'immigration, conduit à modifier les représentations de l'étranger et à fragiliser le travail des différents acteurs du monde de l'accueillance, notamment ceux qui inscrivaient leurs pratiques et leurs visions du monde dans le sillage des réformes au sein christianisme. Le 4 janvier 1984, un ingénieur montpelliérain, se disant « catholique très pratiquant », exprime dans une lettre à l'évêché son profond désaccord : « les migrants se conduisant en marginaux, en violeurs, en assassins [...] pour eux, pas de droit de vote, ce serait scandaleux. La mansuétude et la charité que l'on doit avoir pour son prochain ne doivent pas dégénérer en faiblesse coupable »32. Mgr Boffet le renvoie à l'Évangile et au discours de Jean-Paul II prononcé à Vienne le 13 septembre 1983 : « Je m'adresse d'abord à vous, chers travailleurs immigrés ». Un message ambigu qui, au-delà

Témoignage du Dr Raynaud, médecin de Blaise Gimenez.
 A. Dioc, 5F3, Dossier Migrants.

d'une intention certes humaniste, va jusqu'à la négation de la notion même d'étranger, puisque tout immigré doit être accueilli en tant que membre de la famille humaine. C'est la révision d'un imaginaire ancestral qui avait toujours défini et accepté l'étranger dans ses différences.